Lagarde contredit Sarkozy

GANDRANGE La ministre française de l'Économie a annoncé hier que l'État n'allait pas investir dans l'usine sidérurgique.

L'État français ne s'apprête pas à subventionner» ArcelorMittal, a déclaré hier la ministre française de l'Économie, Christine Lagarde, au lendemain des déclarations du président Nicolas Sarkozy en faveur d'investissements de l'État pour maintenir en activité une aciérie. «Le président de la République n'a pas dit qu'il allait donner un chèque en blanc à Lakshmi Mittal», le patron indien du groupe, a dit Mme Lagarde.

«Ce qu'il a dit, c'est que nous étions à la recherche de repreneurs pour l'activité menacée et que nous allions avec les organisations syndicales examiner les scénarios possibles», a-t-elle poursuivi sur la radio RTL. M. Sarkozy avait assuré lundi sur

le site ArcelorMittal de Gandrange que l'État était «prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires» pour maintenir en activité une usine du numéro un mondial de l'acier où un plan de restructuration prévoit près de 600 suppressions d'emplois.

Une aide à ArcelorMittal, qui bénéficierait à une entreprise globalement bénéficiaire pour maintenir un de ses sites, risquerait de contrevenir aux règles européennes en matière de concurrence. Interrogé sur le fait que cela pourrait être au groupe ArcelorMittal d'investir plutôt qu'à l'État, Mme Lagarde a répondu: «On ne peut pas forcer un industriel à investir». «On n'investit pas à sa place», a-t-elle tou-

tefois assuré. «Le président de la République a dit qu'il souhaitait que la France conserve son industrie» et non qu'il allait «subventionner Mittal», a-t-elle conclu.

En visite lundi sur le site de l'usine en restructuration, M. Sarkozy a assuré que l'État était prêt «à faire le nécessaire quel que soit le propriétaire, car notre objectif c'est de garder des usines ouvertes en France parce qu'un pays qui n'a plus d'usines est un pays qui n'a plus d'économie».

L'opposition socialiste a estimé qu'il y avait «de quoi s'interroger sur ce que promet» le président et «ce que dit sa ministre de l'Économie le lendemain».

Philippe Leroy optimiste

Alors que plusieurs personnalités politiques locales, à l'image de la députée socialiste Aurélie Filippetti, ont émis des doutes sur les promesses formulées lundi par Nicolas Sarkozy à Gandrange, le sénateur UMP et président du conseil général de Moselle, Philippe Leroy, a dit hier son optimisme quant à l'avenir du site industriel. Estimant dans un communiqué que la visite du président de la République était «un grand signe d'espoir pour l'avenir» des 600 salariés menacés à Gandrange, Philippe Leroy souligne néanmoins que la volonté de l'État devra s'inscrire «dans les réglementations européennes et dans les réalités économiques».

Le président du conseil général de Moselle affirme attendre «les propositions alternatives des syndicats» et annonce, dans les semaines à venir, une rencontre avec l'état-major d'ArcelorMittal ainsi qu'une réunion de travail à l'Élysée, à la fin de ce mois.